LE LAIT

REVUE GÉNÉRALE DES QUESTIONS LAITIÈRES

SOMMAIRE

Mémoires originaux :

M. TOUBEAU. — Le régime légal
du lait écrémé..... 377

M. TEMPORAL. — La valeur thé-
rapeutique des injections de
lait..... 386

Revue critique :

M. PÉHU et P. BERTOYE. — Sur
l'anaphylaxie lactée (suite et
fin)..... 391

Bibliographie analytique :

1° Les Livres..... 404

2° Journaux, Revues, Sociétés
savantes..... 407

Bulletin Bibliographique... 418

Brevets..... 420

Documents et Informations 422

M. AUBRY. — A propos d'un pro-
jet d'organisation du contrôle
laitier dans le pays d'Auge ... 422

MÉMOIRES ORIGINAUX ⁽¹⁾

LE RÉGIME LÉGAL DU LAIT ÉCRÉMÉ.

par MAXIME TOUBEAU,

Chef du Service de la répression des fraudes.

La vente du lait écrémé peut être envisagée par les juristes sous trois aspects différents :

1° Au point de vue de la tromperie possible (infraction à l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905) ;

2° Au point de vue de la falsification (infraction aux articles 3 et 4 de la même loi) ;

3° Au point de vue des règlements de police municipale ou préfectorale (infraction aux arrêtés pris en vertu des articles 97 et 99 de la loi du 5 avril 1884 et sanctionnés par les pénalités prévues à l'article 471 du Code pénal).

(1) Reproduction interdite sans indication de source.

I. — Le délit de tromperie. — Qu'il y ait fraude à vendre sous le nom de *lait* un lait intentionnellement privé d'une partie de sa matière grasse, tout le monde est d'accord sur ce point, et si le problème de la vente du lait écrémé se posait uniquement sous cette forme rudimentaire, la solution serait vite trouvée.

Peu importe que l'écémage ait été commis par le vendeur ou par une autre personne. Peu importe que cet écémage ait été « spontané » c'est-à-dire uniquement déterminé par la montée de la crème à la surface du pot de lait. Dès l'instant que le vendeur *sait* qu'il met en vente un produit privé de sa matière grasse, il commet le délit de tromperie ou de tentative prévue par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

La seule difficulté qui peut se présenter en pratique est que, dans les cas limites, la mauvaise foi de l'intermédiaire n'est pas certaine. Il peut prétendre que le produit lui paraissait de composition normale et les magistrats devront tenir compte de son excuse, dans la mesure même de l'écémage et des connaissances professionnelles qu'on est en droit d'exiger de la personne incriminée.

Donc, si le vendeur *sait* et si l'acheteur *ignore* que le lait mis en vente est un lait écrémé, l'article premier de la loi du 1^{er} août 1905 réprimant la tromperie sur la nature, la composition, la teneur en principes utiles de toutes marchandises, est applicable.

Mais lorsque l'acheteur n'ignore nullement que le lait qui lui est offert est écrémé, la question de tromperie commise à son égard ne se pose évidemment pas. L'article premier de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes n'est plus applicable et il reste à examiner si d'autres dispositions légales peuvent être invoquées pour empêcher la vente du lait écrémé.

II. — Le délit de falsification. — L'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 punit :

« 1^o Ceux qui falsifieront les denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux ;

« 2^o Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrées qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues ou toxiques.

« Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, ou si elle est toxique, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de 500 francs (cinq cents francs) à 10.000 (dix mille francs). *Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.* »

L'écémage du lait effectué dans un but de tromperie est une falsification, puisqu'elle n'est autre que l'altération d'un produit naturel par retranchement de principes utiles.

Mais ce produit modifié doit-il être exclu du commerce, même sous une dénomination faisant connaître à l'acheteur l'appauvrissement dont il a été l'objet ?

Voici comment M. le Juge LEMERCIER s'exprimait, à cet égard, en 1909, dans son ouvrage sur la répression des fraudes (p. 375).

« Peut-on mettre en vente un lait écrémé, en indiquant qu'il est « écrémé » ? — Cette thèse est un non-sens : le lait écrémé étant un produit falsifié ne peut plus être vendu comme lait pour l'usage alimentaire ; ce serait autoriser un falsificateur à vendre un produit falsifié en indiquant qu'il est marchand de produits falsifiés. C'est contraire à tous les principes. — On peut cependant vendre le lait écrémé pour d'autres usages, pour la fabrication, par exemple, des fromages. »

Dans l'argumentation ci-dessus, il existe, selon nous, un point faible. M. LEMERCIER écrit : on ne peut pas vendre un produit falsifié, même en disant qu'il est falsifié. En cela, il a raison dans une certaine mesure.

Le fait de suspendre, par exemple, dans un magasin, une pancarte, plus ou moins discrète, sur laquelle sont écrits ces mots « Tous nos produits sont falsifiés » ou « tous nos laits sont écrémés » ne suffit évidemment pas à faire échec aux poursuites. Le commerce, a, en effet, des obligations auxquelles il ne peut se soustraire par une déclaration générale, formulée une fois pour toutes. L'acheteur, quand il entre dans une maison de vente n'est pas tenu de procéder lui-même à une sorte d'inspection préalable des locaux pour se mettre en garde contre les fraudes possibles : il demande un produit déterminé, il entend recevoir ce qu'il demande et pas autre chose ; toutes les fois que se réalise un de ces contrats journaliers de vente commerciale, l'acheteur doit être averti expressément et sans ambiguïté de tous les vices qui peuvent affecter l'objet précis du marché, et, par suite, l'induire en erreur sur la véritable nature de cet objet.

C'est en ce sens que l'administration compétente a toujours répondu aux demandes de renseignements qui lui ont été adressées.

Mais que faut-il conclure, lorsqu'on se trouve en présence d'une autre situation : celle où le vendeur révèle, sans que la plus légère confusion soit possible, la nature et l'état du produit offert à l'acheteur ?

L'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 nous impose, à ce sujet, la distinction suivante :

Le produit adultéré est-il toxique (c'est-à-dire nuisible) ? — En ce cas, sa vente est interdite d'une manière absolue, même si l'acheteur connaît exactement la nature de la marchandise (avant-dernier paragraphe de l'article 3 de la loi précitée).

Le produit adulteré n'offre-t-il aucun caractère toxique ? — En ce cas, sa vente n'est pas interdite, du moment qu'elle n'aboutit pas à une fraude.

Le problème qui nous intéresse se ramène donc à celui-ci : le lait écrémé est-il un produit nuisible ?

Certainement ! répondit M. LEMERCIER et, dès lors, il était conséquent avec lui-même en considérant comme illégale toute réglementation de l'écémage au moyen d'arrêtés municipaux ou préfectoraux ceux-ci ne pouvant autoriser, même sous des restrictions multiples, ce qui est interdit par la loi.

Mais le caractère toxique du lait écrémé est-il aussi nettement reconnu que M. LEMERCIER le supposait ?

Sans doute, le 22 avril 1901, le Comité Consultatif a entendu sur cette question un rapport fondamental de MM. OGIER et BORDAS, qui est assurément de nature à expliquer l'opinion de M. LEMERCIER sur la vente du lait écrémé.

Ce rapport estimait que toutes les mesures prises pour réglementer la vente de ce lait étaient illusoires, ou plutôt dangereuses, que le lait écrémé était un produit dénaturé, et que, dans des conditions ordinaires de l'alimentation « l'hygiène ne saurait en admettre l'emploi » (conclusions adoptées par le Comité Consultatif).

Dès lors, faut-il répondre à la question que nous avons posée précédemment : oui, le lait écrémé destiné à la consommation en nature doit être considérée comme un produit falsifié toxique ; oui, la mise en vente ou la vente de ce lait est toujours un délit ; oui, les arrêtés qui voudraient réglementer le commerce du lait seraient par là même illégaux ?

- Nous ne pensons pas qu'il soit possible de tirer de telles déductions juridiques de l'avis émis en 1901 par le Comité consultatif d'hygiène publique. Cet avis ne se concilie pas très bien, d'ailleurs, avec un avis antérieur du 14 mars 1898.

A cette époque, le Ministre de l'Agriculture ne se demandait pas si des arrêtés municipaux réglementant la vente du lait écrémé excédaient les pouvoirs réglementaires en autorisant l'écémage, il se demandait, bien au contraire, si des arrêtés des maires de Lyon et de Bordeaux ne portaient pas atteinte à la liberté du commerce en soumettant les vendeurs de lait et de lait écrémé à des obligations trop rigoureuses.

MM. BOUFFET et TISSIER formulèrent alors devant le Comité d'Hygiène publique de France, des observations qui aboutissaient aux conclusions suivantes :

« Les arrêtés des Maires de Lyon et de Bordeaux paraissent légaux dans leur objet essentiel qui est d'obliger les marchands de lait écrémé

à annoncer leur marchandise par une étiquette portant en lettres lisibles et apparentes les mots « lait écrémé » ; mais ces arrêtés contiennent des dispositions accessoires qui, à notre avis, sont entachées d'excès de pouvoirs. — Le Maire de Lyon a spécifié que les étiquettes porteraient les mots « lait écrémé » en caractère gras et le Maire de Bordeaux a prescrit que ces mots figureraient sur les étiquettes en lettres blanches sur fond bleu ou noir. De plus, le Maire de Lyon a disposé que le lait écrémé ne serait vendu que dans des bidons. — « Ces mesures excédaient les droits conférés aux Maires par l'article 97 de la loi municipale du 5 avril 1884.

« Il appartient aux Maires de contraindre le vendeur du lait écrémé à annoncer la nature de sa marchandise par une étiquette, mais les Maires n'ont pas à imposer tel type d'étiquette plutôt que tel autre ; tout au plus, peuvent ils fixer la dimension minimum des étiquettes et celles des lettres. Les Maires n'ont pas non plus à rendre obligatoire une espèce de récipient à l'exclusion de tout autre récipient. —

« Sous ces réserves, nous proposons au Comité de se prononcer pour la légalité des arrêtés des Maires de Lyon et de Bordeaux. »

On voit que les conclusions de ce rapport (conclusions adoptées par le Comité Consultatif d'Hygiène publique de France) ne viennent nullement à l'appui de la thèse qui considère la vente du « lait écrémé » comme absolument interdite.

En fait, depuis un certain nombre d'années, les arrêtés municipaux ou préfectoraux réglementant l'écémage se sont multipliés. La validité de ces arrêtés n'est pas contestée par les tribunaux.

Cette jurisprudence ne nous étonne pas : tant que le Conseil supérieur d'hygiène n'aura pas déclaré que la vente du « lait écrémé » doit être assimilée à la vente d'un produit toxique, il sera légalement impossible d'en tenir la vente pour prohibée (du moment que l'acheteur connaît clairement la nature de la marchandise).

III. — La contravention de simple police. — Au point de vue de la réglementation municipale ou préfectorale, la vente du lait écrémé est soumise à des dispositions qui concernent, tantôt l'étiquetage des récipients destinés au transport ou à la livraison de ce produit, tantôt à sa teneur en principes utiles, tantôt à la préparation des locaux destinés à la vente du lait pur et à celle du lait écrémé.

Etiquetage des récipients. — La plupart des arrêtés en vigueur exigent que le lait écrémé soit mis en vente dans des bidons spéciaux portant en lettre de couleur foncée sur un fonds clair la mention « écrémé ».

Dans l'Isère, par exemple (arrêté préfectoral du 15 avril 1912), tous les récipients contenant du lait écrémé destiné à la vente doivent être

pourvus d'une inscription très visible qui ne puisse s'effacer, ni s'enlever, portant les mots « lait écrémé », ainsi que les nom, prénoms et raison sociale ou domicile du producteur ou du vendeur. L'inscription « lait écrémé » doit être en lettres de quatre centimètres de hauteur sur les bidons de plus d'un litre et de 4 centimètre sur les bidons d'un litre ou de moins d'un litre.

Dans le Cantal (arrêté préfectoral du 3 novembre 1915), les mêmes dispositions sont en vigueur.

En Meurthe-et-Moselle (arrêté préfectoral du 29 juillet 1909), le lait écrémé doit être renfermé dans des bidons ou récipients portant à leur partie supérieure d'une façon très apparente la marque « lait écrémé » en blanc sur fond rouge. Cette inscription peut être peinte à l'huile, émaillée ou gravée. Elle doit être fixée à demeure sur les récipients et la hauteur des lettres ne peut être inférieure à trois centimètres.

Dans le Pas-de-Calais (arrêté préfectoral du 31 mai 1905), le lait écrémé, en cas de transport opéré du lieu de production au lieu de vente ou de consommation par le producteur, par le destinataire ou le marchand ou par toute personne choisie ou rémunérée par eux, doit être renfermé dans des récipients pourvus d'une inscription très visible qui ne puisse s'effacer ni s'enlever, indiquant la nature du produit ainsi que les nom, prénoms et domicile du producteur. L'inscription « lait écrémé » doit être en lettres bleues de 4 centimètres de hauteur, tandis que l'inscription « lait » doit être en lettres rouges de mêmes dimensions.

Des dispositions analogues figurent dans les arrêtés en vigueur dans un certain nombre d'autres municipalités ou départements notamment dans les Vosges (arrêté préfectoral du 15 mai 1914), dans l'Ain (arrêté préfectoral du 6 décembre 1915), dans l'Allier (arrêté du 16 décembre 1905), à Niort (arrêté du 12 mai 1914), dans le Finistère (arrêté du 15 novembre 1911), à Montbrison (arrêté du 24 décembre 1909), à Rives-de-Giers (arrêté du 20 février 1908, à Lyon (arrêté du 7 juin 1898), à Toulon (Var) (arrêté du 15 mars 1916), à Vesoul (arrêté du 18 mai 1909), à Troyes (arrêté du 12 décembre 1899), à Dieppe (arrêté du 1^{er} juillet 1913).

Teneur en principes utiles. — Un certain nombre d'arrêtés ont fixé une limite à l'écémage en décidant que le produit vendu sous le nom de « lait écrémé » devrait contenir encore une certaine teneur en matières grasses. Cette limite varie d'ailleurs suivant les localités.

Dans le département des Alpes-Maritimes, en vertu d'un arrêté préfectoral du 6 octobre 1909, le lait écrémé doit contenir encore 25 grammes pour $\frac{0}{100}$ cc. de matière grasse et 87 grammes 50 $\frac{0}{100}$ cc. d'extrait débeurré.

Le lait écrémé destiné à être vendu dans le département de Meurthe-et-Moselle doit contenir encore au moins 23 gr. de matière grasse par litre (arrêté préfectoral du 29 juillet 1909).

En Seine-et-Oise (arrêté préfectoral du 22 mars 1912), le lait écrémé doit contenir au moins 10 gr. $\frac{0}{10}$ cc. d'extrait sec et 1 gr. $\frac{5}{10}$ de matière grasse.

A Dieppe (arrêté municipal du 1^{er} juillet 1913), le lait écrémé ne peut être que le lait provenant de la traite du soir et dont on a enlevé une partie de la crème ; sa teneur en matières grasses doit être au maximum de 15 gr. par litre.

Dans l'étendue du département des Vosges, le lait écrémé doit contenir au moins 22 gr. de matière grasse par litre.

Certains arrêtés font une distinction entre le lait écrémé et le lait demi-écrémé. C'est ainsi que dans la ville de Montbrizon (Loire), en vertu d'un arrêté municipal du 24 décembre 1909, un lait comprenant moins de 30 gr. de beurre par litre est considéré comme lait demi-écrémé, jusqu'à la limite de 20 gr. Au-dessous de cette limite, le produit n'a plus droit qu'à la dénomination de « lait écrémé ».

A Dijon, en vertu de l'arrêté du 15 mars 1904, les laits partiellement écrémés mais ayant encore au moins 20 gr. de beurre par litre, peuvent être vendus sous le nom de lait demi crème.

Enfin, la vente du lait *totalelement* écrémé est interdite dans le département de l'Isère, par l'arrêté préfectoral du 15 avril 1909.

La vente du lait écrémé (*en quelque proportion qu'ait eu lieu l'écémage*), est interdite dans la commune de Sanary (Var), par arrêté du 23 novembre 1915.

Dans le département de la Gironde, le Conseil général par délibération du 20 octobre 1911, a émis le vœu que la vente du lait écrémé soit interdite dans tout le département de la Gironde.

Séparation des locaux destinés à la vente du lait pur et du lait écrémé. — L'interdiction de vendre des laits purs et des laits écrémés dans le même local, comme cela se fait déjà pour le beurre et la margarine et pour la vente de la viande de cheval et des autres animaux, serait peut-être le meilleur moyen de mettre le public à l'abri de toute tromperie sur la nature du produit qui lui est présenté.

Le Conseil d'hygiène départemental de la Seine-Inférieure a formulé un avis en ce sens ; mais, comme il s'agit là d'une restriction assez grave à la liberté du commerce, un texte de loi pourrait seul imposer cette mesure.

Toutefois, en exigeant une affiche ou une enseigne bien apparente sur les boutiques où se vend du lait écrémé (voir notamment arrêté du Préfet de la Gironde du 17 février 1921), on peut espérer amener

indirectement la spécialisation de ces établissements dans la vente dudit produit. La clientèle prend en effet l'habitude de considérer ces maisons comme exerçant exclusivement ce commerce. C'est ainsi qu'à Paris les boucheries hippophagiques portant une enseigne spéciale en vertu des prescriptions du Préfet de police sont devenues, en pratique, des boucheries où l'on ne vend que de la viande de cheval.

IV. — Conclusions — Projets en instance. — Il résulte de ce qui précède :

1° Que la vente du lait écrémé dans des conditions telles que l'acheteur peut être en droit de croire qu'il s'agit de lait pur, constitue une fraude punie par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 ;

2° Qu'au contraire la vente du lait écrémé sous la dénomination bien apparente de « lait écrémé, n'est pas un délit dans l'état actuel des textes ;

3° Qu'un grand nombre d'arrêtés municipaux ou préfectoraux ont réglementé la vente du lait écrémé, précisément pour éviter toute tromperie ; que certains de ces arrêtés ont fixé le minimum de matière grasse que doivent contenir les laits écrémés destinés à la consommation humaine ; que d'ailleurs, ces dispositions sont extrêmement variables, souvent d'une légalité douteuse et qu'il serait très désirable qu'une réglementation uniforme intervînt pour l'ensemble des communes et des départements.

Un projet de règlement d'administration publique basé sur l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 est en préparation. Ce règlement contiendra au sujet du lait pur et du lait écrémé les dispositions utiles. D'autre part, plusieurs propositions de loi ont été déposées concernant la même question en ces dernières années.

D'abord, la proposition de M. Lucien CORNET, du 11 janvier 1907 (annexe n° 634), reprise le 17 novembre 1910 sur le rapport de M. CORNET lui-même (annexe n° 474) et renvoyée à la Commission de l'hygiène publique. — Puis la proposition de M. BASLY, du 27 octobre 1910 (annexe 405) qui a été renvoyée à la Commission d'agriculture de la Chambre. — Enfin, le projet de loi déposé par MM. PAMS et KLOTZ, au nom du Gouvernement le 21 décembre 1912 (annexe 2.452) également renvoyé à la commission de l'agriculture.

Dans ces différents textes, on trouve des dispositions conçues dans un esprit identique, des prescriptions analogues à celles qui figurent dans les arrêtés municipaux ou préfectoraux que nous avons signalés, concernant les inscriptions à apposer sur les récipients contenant du lait destiné à la vente ; en outre, cette prescription fondamentale, que

les Maires ou les Préfets n'auraient pu prendre, nous l'avons dit, parce qu'elle aurait excédé leurs pouvoirs et qui ne pourrait pas d'avantage figurer dans un décret, même rendu en Conseil d'Etat : l'obligation pour les vendeurs de lait écrémé de tenir leur commerce dans des magasins spéciaux.

Aux termes de l'art. 5 de la proposition CORNET, il est interdit à quiconque veut se livrer à la vente du lait pur « de tenir dans ses locaux ou dans quelque lieu que ce soit et de vendre du lait écrémé ni d'en laisser vendre et détenir par une autre personne, dans des locaux occupés par lui. Le commerce du lait écrémé est interdit sur la voie publique. »

Selon l'art. 6 « toute personne qui veut se livrer à la vente du lait écrémé est tenue d'en faire la déclaration à Paris, à la préfecture de police et dans les départements au Maire de la commune où il veut établir son débit. »

« Les locaux dans lesquels on conserve en dépôt et où on vend du lait écrémé doivent porter une enseigne indiquant en caractères apparents d'au moins 0 m. 30 de hauteur les mots « dépôt ou débit de lait écrémé. »

M. CORNET justifie ainsi l'obligation de séparer le commerce du lait pur de celui du lait écrémé : « On peut faire très aisément un parallèle entre le lait pur et le lait écrémé d'une part, et le beurre et la margarine, d'autre part, et cela en vue d'éviter toute tromperie sur la qualité de la marchandise vendue et d'entraver le plus possible la fraude des beurres. On ne pouvait évidemment interdire la fabrication et la vente de la margarine qui constitue, en raison de son bas prix et de son mode de fabrication, un élément économique et très sain et rendant de grands services. Il ne s'agit en l'espèce que de protéger les intérêts grandement respectables, d'ailleurs, de l'agriculture et de la production honnête, et de sauvegarder les intérêts pécuniaires du consommateur. — En ce qui concerne le lait pur et le lait écrémé, il s'agit de défendre à la fois les intérêts de l'agriculteur, ceux du consommateur, trop souvent trompé et surtout de protéger la santé publique, de sauvegarder les intérêts vitaux de notre pays, en enravant la mortalité infantine par gastro-entérite. »

M. CORNET reconnaissait toutefois qu'« il n'est pas possible d'interdire la vente du lait écrémé, car c'est, disait-il, un produit possédant encore une certaine valeur. »

En effet, si, par suite de son insuffisance au point de vue alimentaire, il exerce sur les enfants auxquels il est distribué une action absolument meurtrière, il n'en reste pas moins susceptible de recevoir, par ailleurs, diverses utilisations.

C'est pourquoi M. CORNET avait soin de spécifier que les disposi-

tions de sa proposition de loi ne seraient pas applicables « aux laits condensés, aux laits concentrés sucrés ou non ainsi qu'aux laits desséchés en poudre. »

La proposition loi de M. BASLY et le projet gouvernemental consacrent également le principe de la séparation du commerce du lait pur et de celui du lait écrémé.

Dans les deux textes, le lait écrémé doit contenir encore au moins 15 grammes de beurre par litre.

Il est possible que, dans ce qui deviendra un jour la loi, ce chiffre de 15 gr. ne soit pas imposé uniformément à tous les laits vendus comme écrémés. Ce que l'on pourra faire équitablement, sera d'exiger qu'un lait totalement privé de sa crème soit vendu sous cette dénomination « lait totalement écrémé », ou d'admettre que si ce dernier lait peut être vendu comme « écrémé » celui qui contient encore 15 gr. de beurre aura droit à l'appellation « lait demi-écrémé. »

Mais quelle que soit la formule à laquelle le Parlement se rallie, il nous paraît extrêmement souhaitable que l'étude du règlement d'administration publique et des projets de loi en instance soit reprise, car elle présente, au point de vue de la santé publique, un intérêt qu'il ne devrait plus être nécessaire de signaler.

LA VALEUR THÉRAPEUTIQUE DES INJECTIONS DE LAIT,

par le D^r M. TEMPORAL.

Les publications et les communications concernant la valeur thérapeutique des injections de lait se multiplient. Ce n'est plus un chapitre particulier dans la thérapeutique générale, mais la thérapeutique générale que ces méthodes nouvelles tendent à absorber. Il en est souvent ainsi de toute idée à ses débuts, et, dans le fonds, il est bon qu'il en soit ainsi ; les expériences fréquemment renouvelées provoquent les documents qui serviront à délimiter, aussi nettement que possible, le champ d'action de tout médicament nouveau. Encore conviendra-t-il d'être prudent car, ainsi que le remarque excellemment Ch. FIESSINGER dans son remarquable traité (1), « il ne suffit point de juger de la valeur d'une médication par la constatation des résultats. Ceux-ci, dans une certaine mesure, peuvent se produire

(1) Ch. FIESSINGER. — *La thérapeutique en vingt médicaments*. 5^e Edition, 1921, A. Maloine et Fils, éditeurs.